

Remplacement du mazout—Loi

Une de ces priorités était l'objectif très important du gouvernement d'essayer d'établir un équilibre entre la consommation de mazout et la consommation d'autres formes d'énergie dont le Canada dispose. Le gouvernement devrait savoir que les Canadiens consomment plus de pétrole qu'ils n'en produisent et qu'ils produisent plus de gaz naturel qu'ils n'en consomment. Il en est de même dans le cas de l'électricité. Si nous comparons le pétrole et l'électricité, nous importons du pétrole, alors que l'électricité est une source d'énergie renouvelable et exportable. Entre autres choses, le programme visait à convaincre les Canadiens de remplacer le pétrole par d'autres formes d'énergie. A mon avis, les deux programmes ont connu beaucoup de succès. Le programme de remplacement a fait baisser la consommation quotidienne de mazout de 60,000 barils. C'est le genre de retombée qui va disparaître si on ne trouve pas d'autres moyens d'encourager la conversion.

Le fait que le gaz coûte moins cher que le mazout est un point en faveur de la substitution. Les Canadiens qui décident de s'alimenter au gaz économisent à peu près 30 p. 100 du coût de la consommation de mazout. Pour les propriétaires de petites maisons et d'autres qui n'étaient peut-être pas ravis de payer le coût initial de la conversion, le programme de remplacement est tout à fait indiqué. D'ici peu, il sera démontré que le programme a favorisé la conversion à un rythme plus rapide que la demande normale du marché n'aurait pu le faire.

La fin de ce programme va ralentir le processus général de remplacement du mazout par d'autres formes d'énergie plus abondantes au Canada. De plus, notre balance des paiements va en souffrir car, si les Canadiens consomment leur énergie plutôt que de l'énergie importée, la balance des paiements n'en est pas touchée. Le gouvernement a pris une mesure qui va accroître la demande de devises étrangères pour payer ce que les Canadiens consomment. Les pressions sur notre dollar vont augmenter, alors qu'il a presque atteint son niveau le plus bas. Quand le ministre des Finances (M. Wilson) a comparé les dollars américain et canadien dernièrement sans même s'en inquiéter, il a dû se dire qu'il n'y avait pas lieu de s'en faire puisque le dollar valait 72c., ce qui est mieux que rien du tout. Le gouvernement devrait s'en inquiéter. Le gouvernement ne devrait pas éliminer un programme qui protège notre balance des paiements et la valeur de notre dollar, surtout qu'il n'a pas encore présenté de budget. D'après ce que nous pouvons voir, le gouvernement n'a pas vraiment commencé à examiner les solutions qu'un budget peut lui offrir.

Cette mesure a deux conséquences préjudiciables. Premièrement, elle ralentira le rythme du remplacement du mazout. Deuxièmement, elle continuera à faire baisser le cours du dollar canadien.

Je voudrais également l'examiner d'un autre point de vue. Vous ne verrez pas d'objection, j'espère, à ce que je vous cite les problèmes qui se présentent dans ma circonscription. L'industrie de l'isolation thermique est surtout dominée par la petite entreprise. De nombreux jeunes forment des entreprises. Le programme de remplacement du mazout, qui permet aux gens de modifier leur installation de chauffage, a entraîné un grand essor de la petite entreprise. Le gouvernement vient d'étouffer une industrie très importante. En présentant cette mesure après un préavis aussi bref, le gouvernement a, j'en suis profondément convaincu, tué dans l'œuf un certain nombre de nouvelles entreprises. Sans doute a-t-il tué également plusieurs

PME déjà établies. C'est un secteur important. L'économie d'énergie et la conversion des installations de chauffage sont deux domaines d'activité très importants qui subiront les conséquences de cette décision.

Je voudrais que le gouvernement nous parle des études qu'il a effectuées pour justifier une telle mesure. Je ne vois pas ce qui permet de dire aux nouvelles entreprises de ma circonscription et d'ailleurs que le gouvernement a examiné leur situation, qu'il a toutes les raisons d'être sûr que sa détermination aveugle à vouloir réduire le déficit à tout prix ne leur fera pas autant de tort qu'on pourrait le croire. Que peut dire le gouvernement aux petites entreprises créées à la suite de la loi adoptée par l'ancien gouvernement? Cette loi devait avoir, et elle a eu, des conséquences bénéfiques importantes pour l'économie canadienne.

Que va faire le gouvernement pour encourager l'industrie très prospère qu'il élimine pratiquement sans préavis? Beaucoup de gens qui comptaient profiter de ces programmes lorsqu'ils en auraient les moyens ou quand le moment leur conviendrait ne seront pas en mesure de le faire. Jusqu'ici, le gouvernement s'est contenté de nous dire, et cela sans raison valable, que les citoyens continueraient à prendre des mesures pour économiser l'énergie et pour remplacer le mazout. Je ne suis nullement certain que les garanties verbales du gouvernement nous permettront d'atteindre ces deux objectifs. Je voudrais savoir ce que le gouvernement compte faire pour les citoyens qui subiront les conséquences de l'abolition de ces programmes.

Je constate que mon temps de parole est presque terminé. La Chambre pourrait peut-être consentir à l'unanimité à me laisser poursuivre, car j'ai encore une ou deux choses à ajouter.

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Paproski): J'accorde la parole à la députée de New Westminster-Coquitlam (M^{me} Jewett) pour la suite du débat.

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, le gouvernement propose d'abolir les deux programmes les plus bénéfiques de toute notre histoire en ce qui concerne l'isolation thermique et le remplacement du pétrole. Il propose en effet de mettre fin au Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes le 31 mars 1986. Comme d'autres députés, des citoyens de ma circonscription m'ont téléphoné à ce sujet. Le gouvernement se propose également d'abolir le Programme de remplacement du mazout le 31 mars prochain au lieu du 31 décembre 1990, comme prévu. Je répète qu'à en juger par les lettres, les appels téléphoniques et même les télégrammes que nous ont adressés nos électeurs, nous ne sommes pas les seuls à affirmer que le PCRP et le PITRC sont des programmes rentables et très utiles. Qu'on les compare aux subventions versées dans le cadre du Programme d'encouragement du secteur pétrolier, cette calamité parmi d'autres du gouvernement précédent. J'attends encore qu'on me montre que ces subventions ont été vraiment efficaces. En fait, selon des recherches effectuées l'année dernière, c'était surtout de l'argent jeté par les fenêtres si l'on compare avec les subventions découlant du PCRP et du PITRC.